

Vie scientifique

« Approcher la nature : regards disciplinaires croisés »

Compte rendu de journées doctorales (Marseille, 13-14 juin 2007)

Filipe Aléssio¹, Loïc Bourse², Pablo Dominguez³

¹ Biologiste, Université de Provence, Laboratoire Population-Environnement-Développement, 13331 Marseille, France

² Sociologue, Université de Provence, Laboratoire Population-Environnement-Développement, 13331 Marseille, France

³ Écoanthropologue, Université autonome de Barcelone, École des hautes études en Sciences sociales, Laboratoire Population-Environnement-Développement, 13331 Marseille, France

Ces journées, qui se sont déroulées sur le site Saint-Charles de l'Université de Provence à Marseille, étaient les secondes qu'organisaient les doctorants du Laboratoire Population-Environnement-Développement (LPED). Elles avaient pour but de croiser les regards disciplinaires sur un même thème (l'analyse des rapports homme-nature) et de réunir des étudiants inscrits en thèse de plusieurs laboratoires de recherche¹ ayant des compétences différentes dans ce domaine.

À travers ce thème, les organisateurs souhaitaient que soient discutées et débattues des approches théoriques et méthodologiques propres à chaque discipline représentée : agronomie, anthropologie, écologie, économie, ethnobiologie, géographie.

Cette manifestation a été structurée autour de quatre axes, chacun donnant lieu à une séance : (1) Approches théoriques des relations de l'homme avec la nature ; (2) Gestion des ressources naturelles : quelle place pour les connaissances traditionnelles ? ; (3) Les effets des politiques publiques sur la gestion des ressources naturelles ; (4) Les effets des stratégies marchandes sur l'utilisation des ressources naturelles. Le premier jour, les deux premières séances furent introduites par Adel Selmi (unité

« Transformations sociales et politiques liées au vivant », INRA, Paris). Le lendemain, les deux autres le furent par Yildiz Thomas (ethnoécologue, Centre d'Écologie fonctionnelle et évolutive, CNRS).

Afin d'introduire la première journée et plus particulièrement la séance thématique « Approches théoriques des relations de l'homme avec la nature », Adel Selmi s'est appuyé sur une étude de cas d'un parc (la Vanoise) pour présenter un schéma d'analyse du modèle français des parcs nationaux. Il le voit organisé autour de trois zones territoriales dédiées à trois catégories d'acteurs (touristes, chasseurs et naturalistes, politiques) et de trois temps : le temps des négociations entre ces différents acteurs, le temps de la délimitation des espaces (marquage des pistes, construction des équipements, etc.), et le temps de la valorisation des espèces animales et végétales à l'intérieur du périmètre du parc.

La première séance thématique avait pour ligne directrice une réflexion critique sur la puissance explicative des théories et des modèles ayant pour objet les interactions entre l'homme et les milieux dits naturels. Filipe Alessio (biologiste, LPED) a montré comment des écologues ont introduit la variable anthropique dans la modélisation de la variation de l'environnement sur un gradient rural-urbain. Il a expliqué en quoi les modèles proposés par McDonnell et Pickett² ainsi que par Grimm *et al.*³

Auteur correspondant : Filipe Aléssio, filipaun@gmail.com

¹ - Laboratoire Population-Environnement-Développement (LPED, UMR 151, IRD-Université de Provence, Marseille, dir. Patrick Livenais) ;

- Laboratoire Dynamiques environnementales entre forêt, agriculture et biodiversité : des pratiques locales sur la nature aux politiques de conservation (UR 168, IRD, Montpellier, dir. Geneviève Michon) ;

- Laboratoire Patrimoines naturels, territoires et identités (PATIS, UR 169, IRD, Paris, dir. Marie-Christine Cormier-Salem).

² McDonnell, M.J., Pickett, S.T.A., 1990. Ecosystem structure and function along urban-rural gradients: an unexploited opportunity for ecology, *Ecology*, 71, 1232-1237.

³ Grimm, N.B., Grove, J.M., Pickett, S.T.A., Redman, C.L., 2000. Integrated approaches to long-term studies of urban ecological systems, *BioScience*, 7, 571-584.

pouvaient être pertinents pour comprendre comment un espace physique donné, en cours d'urbanisation, est modifié par les prises de décisions humaines. Sébastien Kapp (anthropologue, EHESS, IRD) a proposé des pistes méthodologiques afin de dépasser la dichotomie homme/nature. Pour cela, il convient selon lui de procéder à une double rupture : l'une, de caractère ontologique avec la conception économiste du monde et l'autre, épistémologique, grâce à l'ethnoscience. Pablo Dominguez (anthropologue, Université autonome de Barcelone, EHESS, LPED) propose, quant à lui, non plus une double rupture, mais une écoanthropologie globale. Selon lui, cette dernière permettrait de se sortir de l'opposition entre les conceptions symbolistes et matérialistes propres à la tradition anthropologique dans l'étude des relations homme-nature et de résorber la dichotomie homme/nature dans un monisme écologique.

La seconde séance thématique, « Gestion des ressources naturelles : quelle place pour les connaissances traditionnelles ? » a réuni cinq intervenants. Clarisse Guiral (ethnobiologiste, MNHN, IRD) parla de la façon dont les paysans d'Éthiopie centrale conçoivent leur environnement et leur territoire. L'analyse linguistique qu'elle fait de leur langue (l'amharique) révèle toute une terminologie soulignant l'effet de la pente dans la structuration sociale du territoire. Ludivine Eloy (agronome, Université Paris III, IRD) montra l'utilité d'une approche comparative d'unités géographiques de production citadines d'une part et forestières d'autre part pour mettre en évidence l'influence des types de cultures pratiqués en territoire périurbain sur la conservation de l'agrobiodiversité au Brésil. Ce système de culture permet de faire face à la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles, et de sortir du schéma – dominant dans le contexte brésilien – de progression des monocultures sur les espaces forestiers amazoniens tout en maintenant une certaine diversité de la production agricole. Dans le Nord Bénin, Nasser Baco (agronome, Université d'Orléans, IRD) a observé qu'en dépit de l'apparition de parcelles monospécifiques de coton, la grande majorité des paysans continue à pratiquer sur certains espaces une polyculture fortement diversifiée incluant l'igname, principale culture vivrière de la région. Les Bariba et les Gando, groupes ethniques les plus anciennement attachés à cette culture demeurent encore aujourd'hui les meilleurs « véhicules sociaux » de sa diversité. Alexis Meunier (géographe, INA P-G, IRD) trouve dans l'histoire de la colonisation du sud de l'Amazonie équatoriale un exemple de mise en place de systèmes agraires durables autour de l'agriculture itinérante d'abat-tis. Enfin, Manuela Erazo (anthropologue, Université de Barcelone, LPED) a montré comment les transformations du système agropastoral traditionnel pratiqué dans les communautés agricoles de la vallée de l'Elqui, région de Coquimbo, au Chili, dérivent d'un croisement entre des variables internes (les systèmes de tenure, la gestion

des ressources naturelles et le travail manuel familial) et des variables macropolitiques (les politiques agricoles d'inspiration néolibérale).

Pour introduire la deuxième journée et plus particulièrement la séance thématique « Les effets des politiques publiques sur la gestion des ressources naturelles », Yildiz Thomas s'appuya sur l'exemple des pratiques et des savoirs des usagers des hauts pâturages locaux du Dolpo (Népal). Tout en les examinant sous l'angle des relations entre organisation sociale locale, appropriation symbolique et matérielle de l'espace et des ressources, et usages concrets des hauts pâturages, elle mit en évidence qu'ils ne sont en fait pas essentiellement « locaux », mais liés à différents systèmes cognitifs et à des connectivités sociales et politiques se situant à différentes échelles : des échelles locales, bien sûr, mais aussi des échelles nationales, régionales et internationales. Selon elle, le chercheur doit s'interroger sur les questions et les méthodes de recherche que pose cette situation de médiation entre différents niveaux et sur les perspectives de recherche croisées entre ethnoscience et anthropologie qui peuvent en découler.

Dans la première séance thématique de cette seconde journée, consacrée aux effets des politiques publiques sur la gestion des ressources naturelles, quatre intervenants ont présenté des études de cas permettant de comparer des approches disciplinaires et des contextes nationaux et internationaux différents. À travers l'exemple d'un projet de construction d'un réseau d'irrigation dans la province de Tungurahua, en Équateur, Christine Recalt (économiste, Université Pierre Mendès France, Grenoble ; Laboratoire LEPII⁴, IRD) a montré comment, dans le cas des politiques de l'eau, se conjuguèrent les effets des recommandations découlant des politiques économiques et financières internationales, ceux résultant du désengagement progressif de l'État et la résistance locale organisée par les communautés paysannes. Mameria Salah (géographe, Université de Provence, LPED) étudie la mise en place d'une politique nationale de l'eau en Algérie, combinant privatisation et déconcentration. Les deux dernières interventions ont porté sur la plaine de la Jeffara en Tunisie. Deux États (la Tunisie et la Lybie) se la partagent, Sébastien Palluault (géographe, Université Paris X, LPED) a pu, comparant les deux gestions de l'eau dont elle est l'objet depuis la période coloniale (italienne pour la Libye et française pour la Tunisie), illustrer la façon dont les modifications des régimes politiques engendrent des changements dans les représentations et les mises en valeur d'un même espace. De son côté, Hanafi Ali (biogéographe, Université de la Mannouba, LPED) s'est interrogée sur la possibilité d'un développement assurant la pérennité des ressources naturelles en même temps que le maintien des populations locales, alors qu'une

⁴ Laboratoire d'Économie de la production et de l'Intégration internationale.

cartographie de la végétation naturelle, associée à une enquête socioéconomique, en montre la dégradation en raison de la concentration des activités agropastorales sur les espaces les plus fragiles.

La quatrième et dernière séance du colloque réunissait des exposés sur le thème des échanges marchands dans des contextes précis. Les cas présentés ont illustré différentes perceptions des ressources naturelles soit en tant que richesses marchandes, soit en tant que richesses symboliques. L'exemple traité par Vanessa Nuzzo (agronome, ENGREF, IRD), un accord commercial entre le gouvernement bolivien et une fédération suisse de supermarchés portant sur des pommes de terre, illustre les enjeux commerciaux sous-jacents aux discours de protection de la biodiversité et du commerce équitable. Intégrés dans le système financier international, les savoirs traditionnels des paysans boliviens acquièrent une valeur monétaire. Nicolas Césard (anthropologue, EHESS, IRD) a montré comment chez les Punans, ancienne population nomade de l'île de Bornéo, les ressources forestières non ligneuses qui sont traditionnellement objets d'échanges dans le système économique local à travers les « prestations matrimoniales » – ce qui en fait des éléments importants du prestige social – deviennent de plus en plus des biens à valeur économique proprement dite (dotés en outre d'une valeur ajoutée symbolique). Cela s'explique par le développement des échanges marchands entre les différents groupes sociaux et par l'augmentation de la valeur des ressources mobilisées lors des mariages. Par ailleurs, ces pratiques tendent à se modifier, sans doute parce

que les produits forestiers se raréfient, mais aussi, ce qui va dans le même sens que ce qui précède, du fait de l'introduction croissante de produits manufacturés dans les échanges symboliques.

Le souci qui a marqué ces rencontres d'examiner les interactions entre les sphères bioécologiques et socio-culturelles en croisant les regards disciplinaires a permis de faire se découvrir et interagir des points de vue qui s'ignorent généralement. Ce fut un enrichissement respectif. Avoir pris comme entrée de la réflexion la relation entre l'être humain et la nature conduisait les communicants à percevoir les limites disciplinaires auxquelles ils se heurtent dans leurs démarches lorsque cette relation est au cœur de leur objet de recherche. Le caractère « discipliné » (au sens d'une allégeance à une discipline) des thèses ne doit pas occulter le fait que l'un des prérequis pour traiter de problématiques socioenvironnementales est l'obligation de se situer dans le cadre interdisciplinaire qui est indispensable pour la compréhension des relations et des interactions entre société et nature. C'est pourquoi il faut créer les conditions du dialogue entre les disciplines et leurs structures académiques telles qu'elles existent, sans mettre totalement en question leurs fondements théoriques et méthodologiques. La collaboration devient indispensable entre les sciences physico-naturelles et les sciences sociales puisqu'il ne s'agit pas d'analyser seulement la complexité des systèmes biophysiques naturels ou celle des systèmes sociaux, mais aussi celle, encore plus grande, de l'interaction entre eux.